

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques accidentels
40 rue de la Préfecture - 58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 16 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RHODIA OPERATIONS (groupe solvay)

CI Saint Roch
BP 25
58500 CLAMECY

Références : 220202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 dans l'établissement RHODIA OPERATIONS (groupe Solvay), implanté CI Saint-Roch - BP 25 - 58500 CLAMECY. L'inspection a été annoncée le 02/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réactive, réalisée suite à l'incident de déversement de phénol sur le site le 02/02/2022 lors du remplissage d'une cuve de phénol.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RHODIA OPERATIONS (groupe solvay)
- CI Saint-Roch - BP 25 - 58500 CLAMECY
- Code AIOT dans GUN : 0005401338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

L'usine de Clamecy de la société RHODIA est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements.

Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

L'inspection visait à avoir un éclairage sur l'incident de déversement de phénol du 02/02/2022, pour

lequel l'exploitant a activé son POI (plan d'opérations internes).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Analyse à chaud de la gestion de l'incident du 2 février 2022 par l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Transports – chargements – déchargements	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-7	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 03/02/2022, article R. 512-69	/	Sans objet
Rapport d'incident	Code de l'environnement du 03/02/2022, article R. 512-69	/	Sans objet
Réserves de produits	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 2-1-2	/	Sans objet
Étiquetage des substances et préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-2	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-3	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-3	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-3	/	Sans objet
Règles de gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-5	/	Sans objet
Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-7-6-1	/	Sans objet
Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-7-6-2	/	Sans objet
Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-7-8-2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Impact olfactif	AP Complémentaire du 16/07/2015, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de s'assurer d'une réponse de l'exploitant proportionnelle aux enjeux de l'incident.

L'information obligatoire a été réalisée par l'exploitant auprès de la DREAL.

L'exploitant doit communiquer un rapport d'incident. Le présent rapport d'inspection précise les attendus spécifiques à ce rapport d'incident suite aux échanges et aux constats de terrain du jour de l'inspection.

La version initiale du rapport d'incident a été envoyée par l'exploitant le 11/02/22, des remarques ont été faites par la DREAL le 15/02/22 sur le document afin d'y apporter des corrections et des compléments.

La version finale du rapport d'incident a été envoyée par l'exploitant le 21/02/22.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/02/2022, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.
Constats : Déclaration faite à la DREAL à 12h47, le jour de l'incident qui a débuté vers 10h50.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/02/2022, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, rapport d'incident
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées.
Constats : Le rapport d'incident doit bien être envoyé ultérieurement par l'exploitant qui doit finaliser son analyse interne. Par message du 08/02/22, il est demandé par l'inspection d'aborder dans son rapport, en plus des points habituels, les points suivants : <ul style="list-style-type: none">- dispositions prises pour s'assurer de l'absence d'atteinte des zones touchées par le phénol (corrosion possible d'un pH entre 4 et 5) au niveau des structures béton, des supports des cuves, des ancrages des cuves, des canalisations et équipements situés dans la rétention qui comprend 4 autres cuves, ... ,- mise en place, ou pas, d'un suivi historique sur les parties touchées par le phénol, pour prendre en compte le vieillissement « particulier » des structures et des équipements,- aborder la partie « appel externe du POI lors de l'incident » avec le SDIS lors d'une prochaine rencontre avec ce service (appel jugé comme non nécessaire le jour de l'incident), particulièrement pour clarifier la fonction de l'officier de liaison du SDIS dans un tel cas,- classer l'événement au regard de l'échelle européenne des accidents industriels,- au regard de la cause évoquée en inspection du 3 février (votre analyse n'étant pas à ce moment-là finalisée), d'une défaillance de l'indicateur de niveau de la cuve de phénol qui n'a pas permis d'évaluer correctement le creux disponible et a entraîné le débordement lors du remplissage ; présenter votre analyse sur le volet conception, d'une part, et le volet maintenance, d'autre part, au regard de ce que l'étude de dangers décrit éventuellement pour cet équipement. La version initiale du rapport d'incident a été envoyée par l'exploitant le 11/02/22, des remarques ont été faites le 15/02/22 sur le document par la DREAL afin d'y apporter des corrections et des compléments. La version finale du rapport d'incident a été envoyée par l'exploitant le 21/02/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réserves de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 2-1-2
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves de produits
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir fait appel à des moyens extérieurs pour gérer l'évènement. Il a mis en œuvre les moyens du site. Le produit s'est figé à température ambiante et son déversement est resté limité à la cuvette de rétention. L'évacuation du produit dans la cuvette s'est faite par dilution avec de l'eau chaude et pompage avec la pompe de relevage des eaux pluviales de la cuvette de rétention, à destination d'IBC pour assurer la gestion de ces déchets liquides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-2
Thème(s) : Risques accidentels, Étiquetage des substances et préparations dangereuses
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux, d'un volume supérieur à 800 l, portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les 5 IBC, contenant les eaux phénolées issues du nettoyage de la rétention, sont disposés sur l'aire extérieure de stockage des produits chimiques, écartés des autres produits et ils disposent d'une identification et du marquage réglementaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
Constats : Pas de produits déversé hors de la rétention. La vidange des eaux pluviales de la rétention se fait uniquement par une pompe électrique dédiée à cette rétention. Ce circuit de pompage fait l'objet d'une consignation spécifique, suite à l'évènement afin de s'assurer qu'un contrôle de la qualité des eaux pluviales de la rétention confirme l'absence de phénol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.
Constats : La rétention concernée est équipée d'une vidange uniquement par pompage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Les déchets sont les eaux de lavage de la rétention, ils sont stockés dans des IBC au niveau de l'aire extérieure de stockage des produits chimique qui est sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règles de gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-5
Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention
Prescription contrôlée : L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.
Constats : L'exploitant indique que les rétentions sont régulièrement vidangées de leurs eaux pluviales et que ce point n'a pas été la cause de difficulté lors du traitement de l'évènement. La rétention était vide lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transports – chargements – déchargements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-6-7
Thème(s) : Risques accidentels, Transports – chargements – déchargements
Prescription contrôlée : Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.
Constats : L'exploitant indique que la cuve dispose d'un indicateur de niveau et d'une alarme niveau haut. Dans son rapport d'incident, l'exploitant indique qu'un défaut d'étalonnage de l'indicateur de niveau n'a pas permis à l'alarme de se déclencher à temps. L'installation n'était donc pas conforme aux attendus, au moment de l'incident. Des actions curatives (qui sont finalisées) et des actions préventives sont proposées dans le rapport d'incident. Au 9 mars 2022, l'étalonnage de la sonde de niveau du réservoir était fait.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Système d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-7-6-1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Prescription contrôlée : Le système d'alerte interne et ses différents scénarios sont définis dans le POI (plan d'opération interne). Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. [...]
Constats : Les actions prévues dans le POI ont été mises en œuvre et ont permis de gérer l'incident. L'exploitant indique ne pas avoir rencontré de difficulté sur ce point. Dans un échange du 15/02/22, le SDIS indique à la DREAL qu'il aurait été pertinent que l'exploitant les informe de l'incident. Le SDIS précise que cette information a plusieurs avantages : <ul style="list-style-type: none">- anticiper un éventuel déclenchement des moyens de secours publiques,- reboucler les informations avec d'autres acteurs et renseigner l'autorité préfectorale,- éviter le déclenchement de moyens de secours publiques inutiles en cas d'appel d'un témoin extérieur au site qui apercevrait des phénomènes
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-7-6-2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'opération interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers. [...] Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement. [...] Le POI est remis à jour tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et, en particulier, avant la mise en service de toute nouvelle installation ou toute évolution de fabrication ayant modifié les risques existants. [...]
Constats : Le POI est disponible en cellule de crise. Sa dernière mise à jour date du 04/08/2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 7-7-8-2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Prescription contrôlée : [...] La vanne permettant le détournement des eaux est actionnable manuellement et à distance du poste de garde. [...]
Constats : L'exploitant indique que conformément à la consigne du poste de garde, la vanne pelle a été fermée depuis le poste de garde dès l'appel au 2333, pour transférer les rejets liquides du site vers le bassin de confinement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Impact olfactif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/07/2015, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Impact olfactif
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des substances et préparations pouvant générer des incommodités fortes sur de grandes distances, à l'extérieur des limites du site et ressenties par la population riveraine, à la date d'application du présent arrêté. Le POI doit tenir compte des scénarii de propagation de ces substances et préparations avant le 1 ^{er} juillet 2015.
Constats : Ces éléments figurent dans le POI, partie "Conduite à tenir en cas de perte de confinement de matières susceptibles de conduire à un impact olfactif ou toxique externe". Cette procédure a été suivie par l'exploitant durant la gestion de l'incident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet